



## **CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 novembre 2018, COMITE DE L'OUTRE-MER ET COMITE DES ETATS ETRANGERS DE L'AFD DU 21 novembre 2018**

### **APPROBATION DE PLUS D'UNE TRENTAINE DE PROJETS NOUVEAUX**

Après un vote favorable des commissions des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, le Conseil d'Administration de l'Agence française de développement du 22 novembre 2018 a approuvé le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) de l'AFD pour la période 2017-2019 et autorisé son Directeur Général à le signer. Ce COM 2017-2019 prend en compte la hausse sans précédent des moyens de l'aide bilatérale française en 2019 que gèrera l'AFD. Il reflète également la concentration géographique des financements sur le continent africain et dans les pays les moins avancés (PMA) qui bénéficieront de l'essentiel des dons de l'aide française. Ce COM est également le reflet des priorités sectorielles de la France, définies lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 8 février dernier, à savoir, l'éducation et la jeunesse, le climat et la biodiversité, le traitement des crises et des fragilités, la santé, l'égalité entre les femmes et les hommes. Ce COM accompagnera la construction d'une AFD plateforme bilatérale de la politique française de développement.

Le Conseil d'Administration du 22 novembre 2018 a également examiné la note de cadrage relatif au mandat de l'AFD sur les Industries Culturelles et Créatives (ICC). Cette nouvelle mission de l'AFD vise à accompagner la structuration des différentes filières créatives dans les pays du Sud à travers des actions sur, entre autres, les équipements culturels, la réglementation sur les droits d'auteurs, la formations aux métiers de la culture, ou encore l'entrepreneuriat créatif. Cette stratégie mettra en avant l'expertise française dans ce secteur et le rôle transversal de la culture dans la réalisation des ODD, et plus largement la cohésion sociale en cohérence avec le pilier 100% lien social de l'AFD.

**Plus d'une trentaine de projets a été approuvée par le Conseil d'Administration du 22 novembre 2018 ainsi que par le Comité de l'Outre-Mer et le Comité des Etats Etrangers de l'AFD du 21 novembre 2018 pour un montant total de 1,391 milliard d'euros et 150 millions de dollars.**

**Les financements suivants ont notamment été approuvés :**

**PROJET : Restauration des écosystèmes insulaires de l'océan indien**

**Territoire : TAAF**

**Secteur : Biodiversité**

**Montant du financement : subvention de 3,7 millions d'euros**

L'AFD finance un projet sous maîtrise d'ouvrage des TAAF qui a pour objectif général la restauration des écosystèmes insulaires menacés du sud-ouest de l'océan Indien au bénéfice de la biodiversité

régionale. L'objectif spécifique vise à réduire à l'échelle régionale la pression exercée par les espèces exotiques envahissantes. Le projet sera mis en œuvre sur quatre ans, dans les TAAF, Mayotte et peut-être les Seychelles.

**PROJET : Financements en faveur de la communauté d'agglomération de l'espace sud de la Martinique (CAESM)**

**Territoire : Martinique**

**Secteur : Eau et assainissement**

**Montant du financement : 18,7 millions d'euros**

L'AFD accompagne les investissements de la CAESM par un prêt budgétaire de 15,5M€ et le préfinancement de 3,2M€ de subventions de l'association française de biodiversité (réhabilitation de stations d'épuration, travaux de transfert des eaux usées).

**PROJET : Financement partiel du budget d'équipement du département de Guadeloupe**

**Territoire : Guadeloupe**

**Secteur : collectivité**

**Montant du financement : prêt de 12 millions d'euros**

Le programme d'équipement 2018 du département, qui s'élève à 120M€, répond à la fois aux besoins de construction ou de rénovation d'équipements essentiels pour le territoire et à la nécessité de réparer et remettre à niveau des infrastructures endommagées par les cyclones Irma et Maria. Le financement global proposé d'un montant de 12 M€ vise à assurer le financement partiel de l'ensemble des grands travaux portés en 2018 par le Département. Les principales opérations concernent l'extension et la sécurisation du réseau d'alimentation en eau potable, ou encore la poursuite du programme de mise aux normes parasismiques des collèges.

**PROJET : Financement partiel du budget d'investissement de la Région Guadeloupe**

**Territoire : Guadeloupe**

**Secteur : Collectivité**

**Montant du financement : prêt de 36 millions d'euros**

L'AFD souhaite soutenir à travers ce financement partiel du programme d'investissement de la Région, dont le montant prévisionnel sur 2018/2020 s'élève à plus de 800M€, la stratégie d'investissement régionale, qui donne la priorité au renforcement de l'attractivité économique de l'archipel et entend également inscrire ce dernier dans une logique de développement durable, comme l'illustre l'éligibilité à du financement bonifié de plusieurs opérations dont le co-bénéfice climat (adaptation ou atténuation) peut être caractérisé (rénovation de l'éclairage public, travaux de sécurisation de la ressource en eau potable, mise aux normes de cités scolaires, etc.).

**PROJET : Construction d'un hôtel 4\* sur la commune de Sainte Marie**

**Territoire : La Réunion**

**Secteur : Privé**

**Montant du financement : prêts d'un montant total de 9,4 millions d'euros**

Le prêt AFD vise à financer la construction d'un hôtel 4\* franchisé HILTON Double Tree sur la Commune de Sainte-Marie, à proximité immédiate de l'Aéroport Roland Garros, de zones d'activité économique et commerciale, et des grands axes routiers donnant accès à l'ensemble de l'île. Le projet

s'inscrit dans une démarche de développement durable (construction HQE et labellisation EARTHCHECK ) et participe à la stratégie de développement touristique de la Région Réunion.

### **PROJET : Financement partiel du volet 2018 du PPI du CHU de la Réunion**

**Territoire : La Réunion**

**Secteur : Santé**

**Montant du financement : prêt de 30 millions d'euros**

Le prêt AFD vient financer une partie du volet 2018 du Programme d'Investissement Pluriannuel du Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion (CHUR) 2018-2022. Celui-ci prévoit notamment deux investissements majeurs que sont la fin de l'opération du bâtiment des soins critiques à Saint-Denis et la poursuite de la restructuration du site de Saint-Pierre au Sud.

### **PROJET : Financement d'une opération d'aménagement**

**Territoire : La Réunion**

**Secteur : Aménagement urbain**

**Montant du financement : prêt de 6 millions d'euros**

L'AFD finance à hauteur de 6 M€ la phase 1 d'une opération d'aménagement sur la commune de Saint-Paul, opération destinée à l'usage d'habitat, de zones d'activités et de commerces. Elle a la particularité d'être localisée sur un site actuellement non urbanisé et permettra de doter la zone de tous les équipements, services et fonctions nécessaires pour s'affirmer en tant que centralité secondaire, offrant aux habitants l'accès aux services urbains, mais aussi de bonnes conditions de mobilité et un cadre de vie attractif.

### **PROJET : soutien à l'entrepreneuriat féminin en Egypte**

**Pays : Egypte**

**Secteur : productif**

**Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros et subvention de 1 million d'euros**

Ce partenariat avec l'agence égyptienne de développement des PME (MSMEDA) contribuera à la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes en Egypte par la création de nouvelles opportunités d'emplois et l'inclusion financière des femmes entrepreneures. Ce programme permettra d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie « genre » de MSMEDA, de développer une offre financière et un accompagnement adaptés aux très petites, petites et moyennes entreprises dirigées et/ou détenues par des femmes en Egypte.

### **PROJET : Aide budgétaire globale 2018**

**Pays : Tchad**

**Secteur : Aide relative au soutien budgétaire général**

**Montant du Financement : subvention de 10 millions d'euros et un prêt de 40 millions d'euros.**

Cette aide budgétaire globale s'inscrit dans une démarche d'appui au Programme économique et financier du Tchad. Le concours permettra notamment dans le contexte de crise économique que traverse le pays, un soutien financier au secteur de la santé et à la demande intérieure portée par les salariés et retraités.

**PROJET : Amélioration de l'accès aux services de santé primaire pour des populations de régions transfrontalières.**

**Pays : Tchad**

**Secteur : Soins et services de santé de base**

**Montant du Financement : subvention de 4 millions d'euros.**

Le projet vise à améliorer l'accès aux services de santé des populations des régions transfrontalières du Ouaddaï et du moyen Chari. Il a également pour objectif de renforcer la gouvernance du système de santé au niveau des régions et districts, et d'améliorer la qualité de l'offre de soins par la formation des prestataires et le renforcement des infrastructures. Il permettra de dynamiser le recours aux soins de santé sexuelle et reproductive par une stratégie à base communautaire, en renforçant la confiance des populations et en induisant des changements de comportements notamment chez les jeunes.

**PROJET : Programme de Redressement Nord Tillabéri – Complexes de la paix**

**Pays : Niger**

**Secteur : Agriculture et sécurité alimentaire / Développement rural**

**Montant du financement : subvention de 8 millions d'euros**

Le projet a pour finalité la réduction de l'occurrence des conflits intercommunautaires, en appuyant le développement socio-économique et le renforcement de la cohésion sociale dans les zones cibles du nord de la région de Tillabéri. Le projet permettra d'améliorer le maillage des infrastructures d'hydraulique pastorale et des services de base, de développer les activités génératrices de revenus, de réduire les tensions sociales et de renforcer la confiance entre la population et les autorités.

**PROJET : Projet d'urgence d'alimentation en eau potable des communes d'accueil des personnes déplacées internes à la frontière malienne du Niger**

**Pays : Niger**

**Secteur : Eau et assainissement**

**Montant du financement : subvention de 4 millions d'euros**

L'objectif du projet est d'accroître et de pérenniser l'accès à l'eau dans quatre départements du Niger frontaliers du Mali accueillant ou susceptibles d'accueillir un grand nombre de déplacés internes ou de réfugiés, au bénéfice des communautés hôtes comme des populations déplacées. Le projet (construction/réhabilitation d'infrastructures, appui à la gestion, sensibilisation à l'hygiène) vise à donner un accès durable à l'eau à 36 500 personnes environ.

**PROJET : Programme d'électrification rurale au sud-est de la Mauritanie**

**Pays : République islamique de Mauritanie**

**Secteur : Transport et distribution d'électricité**

**Montant du financement : 11,6 millions d'euros**

L'objectif du projet est de développer l'accès à l'énergie dans trois régions du sud-est du pays (Assaba, Hodh el Gharbi et Hodh el Chargui), par la promotion d'un modèle nouveau de délégation de service public et d'électrification par mini-réseaux dotés de batteries et alimentés à 95% par l'énergie solaire. Le projet permettra de porter le taux de connexion à l'électricité de 12 % à 61 % dans la zone du projet.

### **PROJET : Reconversion des militaires en Côte d'Ivoire**

**Pays : Côte d'Ivoire**

**Secteur : Emploi**

**Montant du financement : subvention de 10 millions d'euros**

En lien avec la Loi de Programmation Militaire 2016-2020 qui prévoit de réduire le format de l'armée ivoirienne, le projet accompagnera la structuration d'un dispositif durable d'appui à la reconversion civile des militaires. S'appuyant sur des structures existantes d'appui à la formation professionnelle, à l'insertion professionnelle et à la création d'entreprises, il visera à favoriser une reconversion professionnelle destinée à faciliter le retour à la vie civile.

### **PROJET : Aide budgétaire globale à la République de Gambie**

**Pays : République de Gambie**

**Secteur : Gouvernance**

**Montant du financement : subvention de 5 millions d'euros**

Cette aide budgétaire vise à assurer la transition vers un nouveau programme FMI, notamment en contribuant au lancement des audits des six principales entreprises publiques et en proposant un accompagnement technique des futures négociations avec les principaux créanciers de la dette externe, tout en assurant la couverture de certaines dépenses de santé.

### **PROJET : Appui à l'emploi des jeunes**

**Pays : Libéria**

**Secteur : Education / Emploi**

**Montant du financement : subvention de 5 millions d'euros**

Le projet vise à renforcer l'employabilité de jeunes et le développement de l'entrepreneuriat ainsi qu'à mettre en place un dispositif pilote pour favoriser l'accès à l'enseignement supérieur technique, avec l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire.

### **PROJET : MédiaSahel**

**Pays : Niger, Burkina Faso et Mali**

**Secteur : Gouvernance et Médias**

**Montant du financement : subvention de 8 millions d'euros**

Le projet vise à renforcer à travers les médias l'inclusion socio-politique des jeunes femmes et hommes affectés par la crise au Sahel. Ce projet permettra d'améliorer l'accès de ces jeunes à des informations fiables, sensibles au genre et au conflit, et axées sur les préoccupations. En s'appropriant ce nouvel espace médiatique, les jeunes participeront de manière plus équitable et apaisée au débat public, et contribueront ainsi au renforcement des démocraties sahéliennes.

### **PROJET « Migrations »**

**Multi-Pays Afrique**

**Secteur : Gouvernance des migrations**

**Montant du financement : 2,5 millions d'euros en subvention**

L'AFD a adopté un projet de financement de 2,5 M€ pour l'appui aux politiques migratoires dans 7 pays africains (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Maroc, Sénégal, Tunisie). Il vise à améliorer la gouvernance des migrations grâce à un dialogue régional sur les politiques migratoires. De plus,

un renforcement du dialogue avec la société civile permettra le soutien à des organisations et/ou des réseaux d'acteurs de la société civile afin que leurs expériences et leurs approches viennent enrichir le dialogue sur les politiques publiques migratoires. Au terme du projet, les institutions seront dotées d'indicateurs de suivi et de performance harmonisés qui faciliteront l'identification d'actions concertées, à mettre en œuvre à l'échelle régionale. Les organisations de la société civile seront également outillées pour un suivi des politiques publiques migratoires permettant de porter un plaidoyer tant au niveau national que régional.

**PROJET : Modernisation du réseau électrique du Cambodge**

**Pays : Royaume du Cambodge**

**Secteur : Infrastructures et développement urbain**

**Montant du financement : prêt de 25 millions d'euros**

Le projet vise à renforcer les capacités de conduite du réseau national de transport et de distribution d'électricité à Phnom Penh et dans sa région, notamment par la digitalisation des processus, afin d'accroître la qualité de fourniture, l'efficacité des opérations et les possibilités d'intégration d'énergies intermittentes renouvelables sur le réseau.

**PROJET: Promoting Economic Revival for Microbusiness and Agriculture in Al-Hamdaniya (PERMA), Mercy Corps Europe.**

**Pays: Irak**

**Secteur: agriculture, infrastructures d'irrigation, microfinance**

**Montant du financement: subvention de 10 millions d'euros**

Objet: Le projet appuiera le redémarrage des activités rurales et agricoles et dans la plaine de Ninive (Nord Irak), à travers la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques, la réimplantation de TPME, le renforcement de capacités d'institutions financières partenaires et des services techniques déconcentrés de l'Etat.

**PROJET : Amélioration de l'accès à l'eau potable à Cochabamba en Bolivie**

**Pays : Etat plurinational de Bolivie**

**Secteur : Eau et assainissement**

**Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros**

Le projet d'adduction d'eau potable de Misicuni-Sacaba, dans l'agglomération de Cochabamba (3<sup>e</sup> ville de Bolivie), va permettre de réduire la vulnérabilité de l'agglomération face à une situation de stress hydrique chronique et de faciliter ainsi l'accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité pour près de 450 000 habitants.

**PROJET : Programme de renforcement de la gestion provinciale - PFGP II**

**Pays : Argentine**

**Secteur : Appui aux Politiques Publiques**

**Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros ou le montant équivalent en dollars US**

Ce programme cofinancé avec la Banque interaméricaine de développement (BID) contribuera à améliorer la situation financière des provinces argentines en rationalisant leurs dépenses et en améliorant la collecte des recettes propres. Avec la création d'une Agence fédérale du cadastre et l'

appui spécifique aux provinces dans les domaines fiscaux et cadastraux, ce programme contribuera à augmenter la part des impôts fonciers dans le total des impôts collectés au niveau du pays. En ce sens, ce programme permettra d'accompagner les réformes attendues dans le cadre de l'accord signé en juin avec le FMI.

**PROJET : Aide-programme ciblant des projets d'énergie renouvelable et de réseaux électriques**

**Pays : Mexique**

**Secteur : Energie**

**Montant du financement : prêt de 150 millions de dollars**

Le concours proposé vise à financer une aide-programme au bénéfice de la Commission Fédérale de l'Electricité (CFE). Les investissements financés contribueront à la transition énergétique du pays en accord avec les objectifs de l'accord de Paris et la contribution mexicaine. Le programme de coopération technique permettra de renforcer la durabilité et la rentabilité de l'activité de la CFE dans les prochaines années.

**PROJET : appui à Afreximbank pour le soutien au commerce intra et extra africain**

**Pays : Plusieurs pays de la zone Afrique**

**Secteur : financier / financement du tissus productif**

**Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros**

Ce concours financier vise à renforcer les capacités de l'African Export-Import Bank (Afreximbank) dans ses activités de financement de projets structurants pour le développement industriel et l'intégration commerciale en Afrique. En capitalisant sur sa stratégie d'intervention panafricaine, qui a pour objectif de soutenir le commerce et la création de chaînes de valeurs intra-africaine, de favoriser la compétitivité et la diversification des exportation africaines, cette nouvelle opération s'inscrit dans un partenariat à plus long terme qui vise à accompagner Afreximbank vers le financement d'économies africaines résilientes et bas carbone.

**PROJET : Réhabilitation de routes rurales en zones arides et semi-arides du Kenya**

**Pays : République du Kenya**

**Secteur : Développement agricole**

**Montant du financement : prêt de 60 millions et subvention de 29,3 millions d'euros**

L'objectif du projet, en cofinancement avec l'Union européenne, est de désenclaver les zones rurales de 6 comtés des zones arides et semi-arides du Kenya, tout en assurant la pérennité du réseau de routes rurales. Au minimum 800 km de pistes réhabilitées avec des infrastructures résilientes au climat sont prévus.

**PROJET : Programme d'appui au développement de l'éducation du Sénégal (PADES)**

**Pays : République du Sénégal**

**Secteur : Education**

**Montant du financement : un prêt de 25 millions d'euros et de deux subventions pour un montant total de 47, 2 millions d'euros**

Ce programme vise à contribuer à l'amélioration des compétences de tous les enfants sénégalais et à la poursuite réussie de leur parcours d'éducation pour assurer la réalisation des objectifs de court terme de l'éducation nationale entre 2019 et 2022, en soutenant notamment les premiers apprentissages en



lecture et mathématiques, la formation professionnalisante des enseignants de tous les niveaux d'éducation, les actions de remédiation à la difficulté des élèves tout au long de leur parcours, la rénovation de l'enseignement des sciences et la mobilisation des parents, des communautés et des collectivités en faveur de la réussite des élèves, notamment les plus vulnérables. Par le biais de l'appui budgétaire sectoriel, et du dialogue de politique avec le gouvernement et ses partenaires autour d'une matrice d'indicateurs, le programme pourra agir sur l'ensemble du système. Un projet renforcera en parallèle les capacités des cadres centraux et déconcentrés, ainsi que les équipements, les ressources, les dispositifs et les démarches qui permettront d'accélérer la réduction de l'échec scolaire et le développement précoce des compétences des élèves en lecture.

**PROJET : Aide budgétaire globale en Côte d'Ivoire**

**Pays : Côte d'Ivoire**

**Secteur : Finances publiques**

**Montant du financement : subvention de 38 millions d'euros**

Cette aide budgétaire vise à contribuer à combler le gap budgétaire du gouvernement ivoirien et à appuyer les autorités ivoiriennes dans l'exécution de leur budget. Elle permettra également d'accompagner le gouvernement dans la poursuite de la mise en œuvre du schéma directeur de réforme des finances publiques.

**PROJET : Prêts de politiques publiques en appui à un programme de réformes de gouvernance économique et financière**

**Pays : République d' Ouzbékistan**

**Secteur : Gouvernance économique et financière**

**Montant du financement : Prêt de 150 millions d' euros**

Cet appui permettra, aux côtés de la Banque Asiatique de Développement, de répondre aux besoins de financement du gouvernement ouzbek pour la mise en œuvre de sa Stratégie de Développement 2017-2021. Il accompagnera en particulier l' amélioration de la publication des données économiques, le renforcement de la gestion des finances publiques, la modernisation de la supervision bancaire et la gouvernance des entreprises publiques.

**PROJET : Amélioration de l'accès à l'eau potable à Phnom Penh**

**Pays : Royaume du Cambodge**

**Secteur : Eau et assainissement**

**Montant du financement : prêt de 77,3 millions d'euros**

Le projet vise à financer la première phase de la construction d'une nouvelle usine de potabilisation des eaux du Mékong et à étendre le réseau d'eau potable à Phnom Penh afin de faire face aux besoins croissants de la population de la ville et améliorer l'accès des quartiers périphériques défavorisés. Il permettra à environ 500.000 personnes supplémentaires de se raccorder au réseau et globalement, c'est la totalité des usagers qui bénéficieront d'une amélioration de la qualité du service.



**PROJET : Appui au programme de réforme sectorielle du transport maritime et de la logistique**

**Pays : République d'Indonésie**

**Secteur : Infrastructures et développement urbain**

**Montant du financement : prêt de 150 millions d'euros**

Ce prêt, en cofinancement avec la Banque mondiale et la KfW, permet d'appuyer la seconde phase du programme d'amélioration de la chaîne logistique et du secteur maritime en Indonésie, après une première phase à laquelle l'AFD a contribué en 2017 (150 M€). Le programme contribue au développement et à la modernisation de l'économie du pays ainsi qu'au désenclavement de certains territoires de l'archipel, via une action sur la performance des ports, la qualité des services logistiques et la facilitation des échanges. L'AFD intervient aussi via un programme de coopération technique en partenariat avec le Grand Port Maritime du Havre, consacré au renforcement des capacités des autorités portuaires, notamment en matière de développement durable.

**PROJET : Financement d'un programme d'appui aux politiques de mobilité urbaine à Saint-Domingue**

**Pays : République Dominicaine**

**Secteur : Transport urbain**

**Montant du financement : Prêt de 130,5 millions d'euros**

Le programme vise à accompagner la réforme structurelle du secteur des transports urbains, en particulier à l'échelle de Saint-Domingue, avec pour objectifs de (i) répondre au besoin urgent d'augmentation des capacités du métro pour assurer sa pérennité et répondre à la demande croissante de déplacements; (ii) améliorer l'offre et la qualité de service du réseau de transport public existant ; (iii) appuyer la mise en œuvre des stratégies de mobilité urbaine durable au niveau national et local pour la ville de Saint-Domingue.

**PROJET : Contribution française au FIDA**

**Pays : Multipays**

**Secteur : Agriculture et sécurité alimentaire**

**Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros**

Dans le cadre de la 11ème reconstitution du FIDA, l'AFD porte une partie de la contribution française sous la forme d'un prêt concessionnel de 50 millions d'euros. Ce financement permettra au FIDA de poursuivre son action en faveur de l'agriculture des pays les plus pauvres, tout en promouvant l'adaptation des systèmes cultureux au changement climatique, dans un contexte mondial où les risques de crises alimentaires réapparaissent.